

## À PROPOS DU TRAITÉ *ISTORIA ROMÂNILOR* ET D'UN COMPTE RENDU

Les grandes synthèses d'histoire des Roumains se sont succédé dès les dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle. Alexandru D. Xenopol, Nicolae Iorga et Constantin C. Giurescu les ont réalisées jusque vers la moitié du siècle passé. Ensuite, ce furent les quatre volumes de *Istoria României* (Histoire de Roumanie), qui ont couvert l'histoire jusqu'à 1878. Le projet d'une autre synthèse de la fin des années 70 ne s'est pas matérialisé, l'explication résidant dans le refus des historiens roumains d'accepter une interprétation partisane de la présence de l'Empire romain dans le processus d'ethnogenèse du peuple roumain que le régime totalitaire voulait leur imposer. D'ailleurs, on peut se poser la question si les historiens des autres peuples romans auraient accepté une chose pareille?!

En décembre 1989, presque la dernière parmi les États de l'Est, la Roumanie s'est libérée de l'emprise d'une dictature qui étouffait la marche en avant des Roumains. Depuis lors se sont écoulés presque deux décennies de transition et les problèmes n'ont pas manqué. Toutefois, la Roumanie a réussi à se frayer son chemin. Elle a réalisé toute une série de réformes, le pluripartitisme a été installé, la vie politique se déroule normalement, trois présidents se sont succédé à sa direction, l'économie a commencé à se redresser, la Roumanie est devenue membre de l'OTAN et récemment membre de l'Union Européenne.

Évidemment que sur le plan culturel et scientifique les mutations ont été elles aussi importantes. Comme il est normal, les opinions des hommes de ce domaine diffèrent. On constate cela en lisant la presse, les revues, inclusivement celles de spécialité, ainsi que maints livres. C'est d'ailleurs tout à fait normal. Il existe également des institutions de la nation qui ont accompagné son existence depuis plus d'un siècle. C'est aussi le cas de l'Académie Roumaine.

Constituée en 1866, en invitant dans son sein les lettrés et les scientifiques les plus éminents, sans qu'on tienne compte du fait qu'ils se trouvaient dans les provinces roumaines soumises encore à la domination étrangère ou même que c'étaient des Aroumains du Sud du Danube, la Société Académique Roumaine est devenue un véritable Parlement de la nation avant qu'une Roumanie parachevée existe. Par les personnalités qu'elle a rassemblées en tant que membres et par les projets qu'elle a réalisés, l'Académie s'est trouvée au service de ses conationaux.

En 1948 elle fut «étatisée» et le régime communiste procéda aussi à une massive épuration de ses membres, surtout en ce qui concernait les sciences humaines. Au

cours des décennies suivantes, pendant presque un demi-siècle, sauf un nombre de membres qui lui furent imposés par le régime par motivations politiques, toutefois ses membres ont continué à représenter des personnalités marquantes parmi les scientifiques et les lettrés. Cependant, un état conflictuel latent allait se produire quand les membres de l'Académie ont tergiversé pendant des années l'élection d'Elena Ceaușescu dans son sein. Depuis 1969 les restrictions et les chicanes se sont succédé. En 1974, finalement, Elena Ceaușescu a été élue, mais à partir de ce moment pendant une décennie et demie, le régime a interdit d'autres élections, les chicanes et les restrictions continuant également. En 1989 l'Académie avait ses rangs gravement affectés et au cours de la période suivante, s'il n'y avait pas eu le grand renversement, elle aurait péri !

Le quatrième décret de la nouvelle direction du pays après le renversement de la dictature de Ceaușescu a été consacré à la renaissance de l'Académie Roumaine. Le problème le plus grave c'était son nombre réduit de membres à cause du blocage politique qui avait été institué pendant l'étape finale du régime communiste. Successivement, on procéda – surtout pendant les années 1990 et 1991 – à des élections, tout en tenant compte du fait qu'un nombre important de scientifiques et lettrés attendaient depuis des décennies une juste promotion. Aujourd'hui, le nombre d'anciens membres d'avant décembre 1989 est très réduit et aucun membre du bureau du Présidium n'appartient à cette catégorie!

L'Académie a repris pleinement ses fonctions, ses membres et les 60 instituts et centres de recherche qui lui sont subordonnés sont présents dans les domaines les plus variés, car l'Académie Roumaine n'est pas seulement une académie de consécration. Sans s'engager politiquement dans une direction ou une autre, elle s'implique également dans des problèmes importants du pays, donnant son avis et répondant aux questions qui lui sont posées par les hautes institutions – Présidence, Parlement, Gouvernement – contribuant ainsi activement à la marche en avant et à l'intégration européenne de la Roumanie.

L'Académie Roumaine est aussi – dès sa constitution il y a 141 ans – une gardienne de la nation et ses sections humanistes ont la double mission de contribuer à l'alignement européen et mondial de la culture roumaine et aux rapports avec les spécialistes de ces domaines des autres pays et en même temps de conserver, étudier et sauvegarder le patrimoine spirituel des Roumains.

Parmi les objectifs qu'elle a assumés, après le grand tournant de décembre 1989, a été aussi la rédaction d'un ample traité d'histoire nationale. Il s'agit d'une histoire-bilan par laquelle s'ait présenté par étapes historiques le devenir des Roumains et de leurs ancêtres. Tenant compte que cette œuvre est consacrée aux Roumains dans leur ensemble, tant à ceux qui se trouvent dans les frontières actuelles de la Roumanie qu'à ceux qui vivent dans d'autres pays – voisins ou dans une large diaspora – et également des titres traditionnels des synthèses antérieures, on a choisi le nom d'*Histoire des Roumains* et pas celui d'*Histoire de Roumanie*.

Il s'agit d'un traité qui s'adresse non seulement aux historiens, mais aux intellectuels roumains dans leur ensemble et évidemment aussi aux spécialistes étrangers. Son objectif a été un bilan et pas l'innovation. Tenant compte du fait que la période communiste a connu une série d'étapes, au cours desquelles l'historiographie a été confrontée à des situations diverses, le bilan était impérieusement nécessaire. Pendant la période stalinienne, sous le contrôle de l'Union Soviétique, puissance d'occupation, le passé a été présenté d'une manière mystifiée et, sauf quelques exceptions (qui servaient à la propagande du parti), les personnalités de l'histoire nationale, surtout celle de la période moderne et contemporaine, ont été condamnées et dénigrées. Par contre, dans les années 60, parallèlement au partiel détachement de l'emprise soviétique, les historiens purent remettre à leur place les grands moments et les personnalités les plus marquantes de l'histoire nationale. Cependant, ce communisme national a connu aussi des formes de dégénération: le courant du protochronisme et les exagérations nationalistes; plus grave encore fut le développement du culte de la personnalité au bénéfice de Nicolae Ceaușescu, le dirigeant du Parti communiste.

Toutefois, l'activité historiographique fut intense au cours de ce dernier demi-siècle. Les recherches archéologiques se développèrent, on publia de collections de sources, et en même temps furent publiés des centaines de livres et des milliers d'études. Par le traité on a cherché d'un côté à départager cet immense matériel bibliographique, en repoussant ce qui était à repousser (les écrits qui n'avaient eu comme objectif que la propagande d'un parti!) et en acceptant les contributions qui ont aidé à la marche en avant de l'historiographie et, d'autre part, on a cherché à faire le point en tenant compte du développement de l'historiographie moderne roumaine dans son ensemble, depuis la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, en présentant ainsi, à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, le stade qu'elle a atteint.

Pour rédiger les différents volumes ont été invités à participer au projet une centaine d'auteurs choisis parmi les meilleurs spécialistes. En même temps a été admis le principe de la participation volontaire et celui de la pleine liberté des coordonnateurs et des auteurs de chaque volume quant à leur contenu. A cause de la pleine liberté de création qu'on a voulu instituer, il est bien vrai qu'on peut constater quelquefois chez les collaborateurs des volumes des visions nuancées sur les mêmes problèmes ou aspects. On a fixé aussi certaines règles communes quant à la division et rédaction des volumes.

Jusqu'à ce moment furent publiés huit volumes (en neuf tomes) couvrant l'histoire des temps les plus reculés et jusqu'en septembre 1940, moment de l'abdication du roi Carol II. Les neuf tomes parus du traité ont été reçus avec un grand intérêt par le public intellectuel du pays, ce qui a démontré aussi l'importance et la nécessité du projet. Les quatre premiers volumes sont épuisés (et non pas retirés de la vente, comme cela a été soutenu d'une manière tendancieuse). Le projet ne s'arrête pas là. Le neuvième volume, consacré au règne du roi Michel

(de septembre 1940 au 30 décembre 1947), coordonné par le professeur Dinu C. Giurescu, membre titulaire de l'Académie, se trouve maintenant à la maison d'édition et on envisage sa parution en 2008. Un dixième volume concernant la période de la dictature communiste est en préparation. Parallèlement, nous espérons que les deux premiers volumes d'une édition revue, corrigée et complétée seront eux aussi remis à la maison d'édition.

Il s'agit donc d'un projet important, d'une histoire-bilan, mais aussi d'une synthèse qui doit aider d'abord les Roumains à connaître et comprendre leur passé et ensuite offrir aux étrangers l'image du devenir du seul peuple latin de l'Europe du Sud-Est. Par ailleurs, le projet sera complété – dans un avenir qu'on espère proche – par un compendium en deux volumes, publié dans une ou deux langues de circulation internationale.

Dans le dernier volume de «Südost-Forschungen» – 63–64 (2004–2005), pp. 408–421 – un compte rendu a été consacré par M. Daniel Ursprung aux neuf tomes parus du traité *Istoria românilor*. M. Ursprung est jeune, son activité dans le domaine de l'historiographie est relativement récente. Parmi ses préoccupations, l'histoire de Roumanie occupe une place marquante. Mais, en même temps en lisant le compte rendu on reste avec l'impression que sa lecture a été partielle. En tout cas, il paraît qu'il l'a réalisé par sondages, vu les thèmes abordés, et non à la suite d'une lecture attentive des 8 000 pages!

L'auteur du compte rendu s'est montré préoccupé avec priorité par un nombre réduit de problèmes: les premières traces marquant la présence des hominides dans l'actuel espace de la Roumanie, l'ethnogenèse des Roumains, la romanisation, les débuts du christianisme dans l'espace de la Dacie, le règne éphémère de Michel le Brave, la conscience d'unité et le développement de la conscience nationale chez les Roumains, le mouvement légionnaire pendant le règne du roi Carol II. Toutefois, son jugement porte sur l'ensemble des 8 000 pages! On peut se poser la question *s'il les a lues*, ou si ses considérations sont le résultat de l'examen fugitif des tomes *seulement feuilletés* et de la lecture de certaines parties qui correspondent aux problèmes *qui le préoccupaient* et sur lesquels il avait déjà ses opinions formées pour ne pas dire préconçues? On doit ajouter que le compte rendu et aussi le résultat de la lecture de certains articles partisans parus en Roumanie, hostiles au projet et même que M. Ursprung a tiré certaines de ses informations de la presse roumaine de scandale.

M. Ursprung ne peut pas ne pas constater concernant *Istoria românilor* qu'il s'agit d'une «umfangreichsten Gesamtdarstellung der rumänischen Geschichte überhaupt» et d'un «monumentalen Werk». Il souligne aussi le fait que cette synthèse représente une «mine» qui contient «eine grosse Menge an Informationen», ajoutant toutefois que celles-ci sont «kaum aber kritisch aufbereitet worden», assertion que nous considérons profondément injuste, pour ne pas la qualifier d'une autre manière, tenant compte du contenu réel de l'ensemble des neuf tomes. Il

paraît effectivement très curieux que de M. Ursprung ne trouve absolument rien, ni même un chapitre, susceptible d'apporter du positif et à contribuer au progrès de l'historiographie! Et cela nous permet de mettre en doute son objectivité!

Pour ce qui concerne l'histoire du projet, M. Ursprung passe en revue le problème des synthèses antérieures. Il est parfaitement vrai que vers la fin des années 70 du siècle passé fut projeté un traité d'histoire de Roumanie, qui devait «succéder» aux quatre volumes du traité *Istoria României*, parus en 1962–1964 et considérés, surtout les deux premiers, encore tributaires de la période «dogmatique». Ce projet échoua sous l'impact des pressions et prétentions du régime et à cause de la résistance et du refus de la majorité des historiens roumains de les accepter.

Un quart de siècle plus tard, quand l'Académie Roumaine décida de réaliser un nouveau traité – contrairement à ce que soutient M. Ursprung tirant son information d'une personne qui ne fait pas partie de la Section des Sciences Historiques de l'Académie – *on n'a pas décidé à prendre en tant que base du projet l'ancien projet des années 70*. En réalité, au cours de sa séance du 25 avril 1994, quand la Section des Sciences Historiques a largement débattu la manière dont le nouveau traité devait être réalisé, partant des opinions exprimées par chaque membre, en conclusion, en tant que président de la Section, j'ai proposé, ce qui a été accepté, *qu'on renonce à l'ancien projet et que chaque auteur puisse être libre d'utiliser seulement ses propres textes*, «évidemment révisés d'une manière multiforme».

En tant que président de la Section j'ai répété plusieurs fois au cours d'autres séances la recommandation qu'on ne travaille pas sur les manuscrits de l'ancien projet. Cette recommandation a été suivie par les coordonnateurs de tous les volumes, exceptant les volumes III et IV. En plus, les collaborateurs des anciennes synthèses ont utilisé certains de leurs *propres* anciens textes et tous les auteurs ont été libres d'utiliser leurs *propres* volumes ou études pour rédiger les contributions au nouveau traité, quand ils ont considéré que ces volumes ou études présentaient de la meilleure manière les problèmes ou les étapes en cause.

Le jeune M. Ursprung aurait voulu que tous les historiens qui ont vécu, par la force des choses, pendant le régime totalitaire disparaissent! Mais cela ne s'est pas passé, comme cela n'a eu lieu ni en Pologne, ni en Hongrie, n'en parlons plus de la Russie. D'ailleurs, pour l'historiographie roumaine elle-même leur rejet aurait signifié assumer unilatéralement une interruption d'une évolution naturelle et aussi une injuste sanction pour ceux qui ont supporté *directement*, pendant des décennies, les rigueurs et les avatars d'un régime et se sont opposés aux falsifications et exagérations, en cherchant à défendre l'histoire de leur nation. Il est bien facile à lancer des sentences de condamnation *du dehors* ou *après* et *sans aucun risque!* Dans le climat de liberté instauré en décembre 1989, ceux qui avaient réellement pêché en oubliant leur devoir d'historien furent contraints par leurs étudiants de quitter l'enseignement et en plus ils furent rejetés par l'opinion publique.

Revenant au traité *Istoria românilor* ses auteurs représentent des historiens consacrés, parmi lesquels la majorité des membres titulaires et correspondants de la Section des Sciences Historiques de l'Académie Roumaine, ainsi que des chercheurs compétents des instituts de recherche de l'Académie ou des cadres enseignants des Universités. M. Ursprung regrette le fait que les auteurs du traité ont pris leur distance par rapport au courant de l'histoire de l'imaginaire qui s'est développé ces dernières années et de ses thèses. Il est bien vrai, qu'on a refusé cela, en préférant de faire un bilan «conservateur», défini par M. Ursprung en tant que «stark positivistische, faktologisch-narrative...Geschichtsschreibung».

Comme on l'a précisé, la décision à ne pas utiliser les manuscrits des volumes du projet des années 70 a été respectée par tous les coordonnateurs, sauf ceux du III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> volumes. En ce qui concerne le III<sup>e</sup> volume, aux auteurs du projet des années 70 ont été ajoutés des coauteurs dans le cas où les auteurs étaient décédés et ces coauteurs ont corrigé, complété et mis à jour les textes; les noms des anciens et des nouveaux auteurs ont été associés dans la table des matières. Pour le IV<sup>e</sup> volume on est parti du texte des années 70 qui a été corrigé, complété et amplifié, résultant sans doute un texte évidemment supérieur à celui initial, mais en ce qui concerne les auteurs, les noms des premiers auteurs des chapitres ont été mentionnés seulement dans la préface du volume, dans la table des matières figurant les noms de ceux qui avaient fait la nouvelle rédaction. Cela a conduit à des protestations légitimes, car normalement on aurait dû appliquer la même solution que dans le cas du III<sup>e</sup> volume.

Les coordonnateurs du volume devront tenir compte de cette situation et la remédier lors de la seconde édition. Toutefois, deux remarques doivent être faites: il s'agit de quelques dizaines de pages qui ont été revendiquées par les auteurs de la version des années 70 et non pas de l'intégralité du texte du volume et en ce qui concerne les autres volumes une telle situation n'a pas été constatée ou réclamée. En plus, la contribution *nouvelle* qu'on constate dans le volume incriminé par rapport au manuscrit des années 70 crée entre les deux une différence appréciable. Mais, on peut considérer très grave et profondément injuste la position de M. Ursprung à ce propos, car en partant de la situation particulière du volume IV<sup>e</sup> il met en doute l'honnêteté scientifique de l'ensemble des coordonnateurs et des auteurs parlant d'une «Frage der Ehrlichkeit der Herausgeber»!

Donc cette regrettable situation du IV<sup>e</sup> volume ne peut être généralisée à l'ensemble des 8 000 pages du traité, comme cela a été fait dans la campagne déclenchée et poursuivie avec une ardeur digne d'une meilleure cause par l'un des membres de la Section des Sciences Historiques de l'Académie Roumaine qui a refusé de prendre part au projet (lui et encore deux autres membres, tandis que 11 autres se sont impliqués directement) et qui depuis la parution du traité a publié à cet égard une série d'articles dans la revue «22».

M. Ursprung signale dans son compte rendu cette accusation de plagiat, mais en donnant l'impression qu'il ne s'agit pas seulement des cas réclamés concernant le IV<sup>e</sup> volume, car il parle des «Koordinatoren der Gesamtdarstellung» (p. 413). En même temps, il fait une évidente confusion entre un plagiat et l'utilisation de leurs textes plus anciens par les auteurs. A ce propos, un traité doit exprimer le plus exactement et le plus clairement les informations sur un problème en cause. Le fait qu'un auteur utilise pour cela, dans certains cas, aussi ses propres textes plus anciens qu'il considère comme exprimant de la meilleure façon ce qu'il avait à dire est une chose normale. Donc, l'accusation de M. Ursprung à ce propos n'est pas justifiée.

Cela nous conduit à repousser une autre critique adressée aux coordonnateurs et aux auteurs des neuf tomes. Il s'agit de la question que M. Ursprung pose quant au *stade de la recherche* exprimé par le traité en discussion. La réponse est simple. *Istoria românilor* exprime le stade de ce moment-ci. Ses auteurs ont fait recours à la bibliographie d'un sujet ou d'un autre (et cela se reflète dans les informations bibliographiques de chaque volume), aux anciennes et aux nouvelles sources et aux derniers résultats des recherches archéologiques et ils se sont efforcés, dans la mesure du possible, à y apporter du *nouveau*. En même temps, on a cherché à ne pas ignorer diverses opinions sur les problèmes en discussion, mais en tenant aussi compte de la mesure de leur acceptation par un nombre important d'historiens.

On doit aussi repousser la critique que *Istoria românilor* n'est qu'une «Geschichte eines Ethnikums» et pas une «Landesgeschichte». Le titre a été choisi – en suivant d'ailleurs une formule adoptée pour les synthèses antérieures, exceptant la *Istoria României* de la période communiste – afin de permettre d'étudier dans cette synthèse l'histoire des Roumains dans son intégralité. Il s'agit de l'histoire des Roumains et de leurs ancêtres, de ceux de l'État Roumain, de ceux qui se trouvent dans des régions proches de la Roumanie et de ceux de l'importante diaspora roumaine, mais il s'agit aussi évidemment de l'histoire des États roumains. Le titre limitatif à une histoire de Roumanie, aurait obligé les auteurs de se concentrer à l'étude exclusive de l'État unitaire et également des États roumains qui l'ont précédé. Il est vrai qu'on doit se proposer pour l'avenir – si possible même pour la seconde édition – que la partie «interprétative» («die strukturgeschichtlichen Ausführungen») du traité soit plus développée, sans qu'on sacrifie toutefois l'exposé des faits. M. Ursprung a raison en ce qui concerne la place «modeste» de l'histoire des minorités, car si le problème n'a pas été négligé, toutefois c'est une direction de recherche qu'on devra accentuer.

Evidemment qu'en même temps, le traité contient aussi, par la force des choses, des informations et des interprétations anciennes, qui ont été exprimées par les historiens roumains déjà il y a des décennies ou même des siècles. Par ailleurs, les positions vis-à-vis de problèmes tels que la continuité des Roumains, leur romanisation, la personnalité et le rôle du prince Mihai Vitcazul ou les sentiments d'unité des Roumains précédant les sentiments nationaux modernes que M. Ursprung

attribue à l'historiographie de la période communiste, en accusant indirectement les coordonnateurs et les auteurs du traité de d'inscrire sur les longueurs d'onde de cette historiographie, représentent les attitudes des historiens roumains depuis plus de deux siècles. En plus, il ne s'agit pas seulement d'attitudes, car celles-ci sont basées *sur des sources* et en partie sur des sources *nouvelles* et non pas sur des interprétations. À ce propos on est obligé à repousser l'accusation de M. Ursprung concernant une «sélection» (Auswahl) des sources sur la base desquelles on aurait réalisé une «fiktive Argumentationsketten».

Sans vouloir entrer en discussion à propos des positions de M. Ursprung (laissant cela à la latitude des coordonnateurs et des auteurs de chaque volume en cause, s'ils le considéreront nécessaire), on se demande comment un historien peut faire une comparaison entre la réalité des 170 ans de présence de l'Empire romain et de son œuvre de construction et de civilisation en Dacie et la domination nominale gépide de 130 ans?! Et comment un historien – spécialiste dans les problèmes de l'histoire roumaine! – peut soutenir que la notion de «Roumain» n'avait que la signification de paysan asservi jusque vers la moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle et non aussi celle d'une appartenance à une «unité roumaine» («rumänische Einheit»)? En 1598, quelques boyards valaques montraient à Jan Zamoyski qu'ils désiraient partager leur sort avec la Moldavie, «car nous avons tous la même langue et la même croyance », tandis qu'au cours de la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, le chroniqueur moldave Grigore Ureche écrivait: «Les Roumains, ceux qui sont habitants dans le Pays Hongrois et en Transylvanie et au Maramures proviennent comme les Moldaves des mêmes lieux et tirent leur origine de Rome.» «Le nom réel, authentique, depuis la première descente de Trajan, est roumain ou romanus, nom que ce peuple a toujours gardé», montrait un demi-siècle plus tard le chroniqueur moldave Miron Costin, pour que le chroniqueur et l'historien valaque Constantin Cantacuzino note à son tour que «par Roumains je comprends non seulement ceux d'ici, mais aussi ceux de la Transylvanie, qui sont encore plus purs, ainsi que les Moldaves et tous qui se trouvent ailleurs et ont cette langue... tous ceux-ci ont leur source et coulent de la même fontaine». Je m'arrête ici avec cette citation de «faits» *du XVII<sup>e</sup> siècle*, car je crois que c'est suffisant pour démontrer où se trouve à cet égard la vérité!

Un autre reproche de M. Ursprung concerne le fait qu'on a négligé des livres parus pendant la dernière décennie et appartenant au nouveau courant qui propose «eine neue Sichtweise auf die Vergangenheit». Or, pendant la période communiste les historiens sérieux et véritables ont dû faire face au courant dogmatique, à celui protochroniste, aux exagérations du communisme national, ainsi qu'au culte de la personnalité de Ceaușescu. Cette fois-ci, dans les nouvelles conditions de liberté intellectuelle, on a été et on est confronté au courant «novateur» invoqué, qui a cherché et cherche surtout à détruire «les mythes» et qui le fait, en général, sans se baser sur de nouvelles sources (à ce propos on ne peut pas parler d'une ignorance

des «Forschungsergebnisse» invoqués par M.U.!). Or, chaque peuple a ses mythes et on n'a pas constaté ailleurs une chasse pareille à celle qui a lieu et surtout a eu lieu en Roumanie effectuée par quelques historiens!

Expliquer les mythes, réaliser une opération par laquelle soit décantée la vérité de l'imaginaire, c'est une démarche qui ne peut qu'être saluée, mais détruire les mythes sans chercher leur «noyau» de vérité historique, les traitant comme des séquelles d'un primitivisme, est loin d'être une démarche positive. Transformer le devenir d'une nation dans des faux mythologiques ne peut pas être accepté.

M. Ursprung a raison quand il considère les historiens réalisateurs de *Istoria românilor* en tant qu'«historiens conservateurs»! Notre mission a été et est celle de défendre l'historiographie roumaine des courants qui contribuent à déformer la réalité d'une manière ou d'une autre, qui la politisent et lui ôtent ainsi son rôle réel. Nous sommes loin de repousser l'innovation et les tentatives visant à offrir de nouvelles perspectives dans l'étude des processus historiques, mais en même temps on ne peut pas accepter n'importe quel résultat, seulement parce qu'il représente «eine neue Sichtweise». Par ailleurs, la modalité par laquelle s'est reflété ce nouveau courant dans les manuels scolaires, à un moment donné, a été critiqué d'une manière presque unanime par l'opinion publique roumaine.

M. Ursprung n'a pas raison quand il critique le fait que le traité a été écrit «stark faktologisch» et quand il montre son désaccord par rapport à la méthode «descriptive» qu'il reproche aux auteurs. Un traité doit transmettre à ses lecteurs, qui ne sont pas seulement des spécialistes, mais des intellectuels de professions variées, des informations exprimées clairement qui correspondent aux sources historiques et non pas faire de la «philosophie de l'histoire» en partant de l'idée que les lecteurs sont déjà dotés de ces connaissances. En rédigeant les volumes du traité on a poursuivi cet objectif principal.

M. Ursprung a raison quand il insiste sur l'importance de l'histoire des structures, de l'anthropologie, de la vie quotidienne, quand il propose en tant qu'unité de comparaison non seulement l'évolution de l'Ouest de l'Europe, mais aussi celle des pays voisins; on peut y ajouter aussi les résultats acceptables de l'histoire de l'imaginaire. Ce sont des directions de recherches qui doivent être poursuivis à l'avenir et, dans la mesure où les recherches réalisées jusqu'à aujourd'hui nous ont offert des résultats, ils ont été utilisés dans les volumes parus. La seconde édition tiendra compte des nouvelles parutions à cet égard. Mais on doit aussi tenir compte du fait que c'est très difficile que cette opération se déroule dans tous les cas dans une succession immédiate. En ce qui concerne l'histoire locale on doit aussi remarquer, en dépit du pessimisme de M. Ursprung, qu'elle s'est développée puissamment depuis quelques décennies, maints des musées d'histoire publiant des dizaines d'études dans leurs annuaires et surtout tenant compte de l'activité et des publications des instituts de recherche de l'Académie Roumaine de Iași, Cluj-Napoca, Craiova, Rădăuți, Sibiu et Târgu Mureș.

Pour répondre à la question finale du compte rendu, on doit préciser que ce traité est «ein monumentales Denkmal», mais qu'il n'a pas été errigé à la mémoire de l'historiographie de l'époque communiste! Son objectif est celui de fournir une ample synthèse, en partant de l'ensemble des sources et des études qu'on a à la disposition (inclusivement celles du dernier demi-siècle), de faire leur bilan avec objectivité, sans préjugés surtout politiques, en transmettant les opinions les plus avisées et en même temps qui correspondent au niveau de développement et des connaissances atteint par l'historiographie. Il est évident que l'historiographie roumaine sera enrichie progressivement par de nouvelles sources, ainsi que par la diversité des directions de recherche et par son intégration plus avancée au sein de l'historiographie mondiale. Après quelques décennies, une nouvelle génération donnera probablement cours à une autre initiative et offrira à la société roumaine, ainsi qu'au savoir humain une autre traité qui reflétera un niveau supérieur de connaissances et d'interprétation. Jusqu'alors, le traité *Istoria românilor* aura rempli ses fonctions à un moment délicat, à un tournant de l'histoire de l'humanité et aussi du devenir du peuple auquel il est consacré.

DAN BERINDEI